



# Conseil de sécurité

Soixante-quatorzième année

*Provisoire*

**8588<sup>e</sup>** séance

Lundi 29 juillet 2019, à 10 heures  
New York

*Président :* M. Meza-Cuadra. . . . . (Pérou)

*Membres :*

Afrique du Sud . . . . .	M. Matjila
Allemagne . . . . .	M. Schulz/M <sup>me</sup> Nehring
Belgique . . . . .	M <sup>me</sup> Van Vlierberge
Chine . . . . .	M. Wu Haitao
Côte d'Ivoire . . . . .	M. Moriko
États-Unis d'Amérique . . . . .	M <sup>me</sup> Norman-Chalet
Fédération de Russie . . . . .	M. Safronkov
France . . . . .	M. de Rivière
Guinée équatoriale . . . . .	M. Ndong Mba
Indonésie . . . . .	M. Syihab
Koweït . . . . .	M. Alotaibi
Pologne . . . . .	M <sup>me</sup> Wronecka
République dominicaine . . . . .	M. Singer Weisinger
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord . . . . .	M <sup>me</sup> Pierce

## Ordre du jour

La situation en Libye

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Le texte définitif sera publié dans les *Documents officiels du Conseil de sécurité*. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau U-0506 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>)



*La séance est ouverte à 10 h 5.*

### **Adoption de l'ordre du jour**

*L'ordre du jour est adopté.*

### **La situation en Libye**

**Le Président** (*parle en espagnol*) : Conformément à l'article 37 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite le représentant de la Libye à participer à la présente séance.

Conformément à l'article 39 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite M. Ghassan Salamé, Représentant spécial du Secrétaire général et Chef de la Mission d'appui des Nations Unies en Libye, à participer à la présente séance.

M. Salamé se joint à nous par visioconférence depuis Tripoli.

Le Conseil de sécurité va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

À la présente séance, le Conseil entendra des exposés de M. Salamé et de l'Ambassadeur Juergen Schulz, Représentant permanent adjoint de l'Allemagne, en sa qualité de Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1970 (2011) concernant la Libye.

Je donne maintenant la parole à M. Salamé.

**M. Salamé** (*parle en anglais*) : Je voudrais tout d'abord de féliciter le Pérou de son accession à la présidence du Conseil de sécurité pour ce mois.

Avant de commencer mon exposé, je voudrais rendre hommage au regretté Président de la Tunisie, M. Béji Caïd Essebsi. Le Président Essebsi était un grand défenseur de l'Organisation des Nations Unies et a été un partenaire actif et engagé de la Mission d'appui des Nations Unies en Libye (MANUL) dans ses efforts visant à mettre fin à la crise libyenne, notamment en accueillant généreusement la Mission en Tunisie. Sa sagesse, sa franchise et son amitié me manqueront personnellement. Il nous manquera énormément. Qu'il repose en paix.

Le conflit armé en Libye ne montre aucun signe d'affaiblissement. La guerre autour de Tripoli a déjà causé la mort de près de 1100 personnes, dont 106 civils. Des centaines de milliers de personnes ont fui leurs maisons dans la capitale et dans les districts avoisinants du fait des combats. Des dizaines de milliers de personnes ont franchi la frontière tunisienne, en quête de sécurité pour leurs familles. Plus de 100 000 hommes, femmes

et enfants sont immédiatement exposés sur les lignes de front, et plus de 400 000 autres se trouvent dans les zones directement touchées par les affrontements. La guerre a aggravé la situation humanitaire et entravé l'accès aux produits alimentaires, aux soins de santé et à d'autres services nécessaires à la vie.

Ignorant les appels à la désescalade, les parties ont intensifié les campagnes aériennes, avec des raids de précision menés à l'aide d'avions et de drones armés. L'aire géographique de la violence s'est aussi étendue. Le Gouvernement d'entente nationale a pour la première fois, le 26 juillet, lancé une attaque aérienne sur la principale base arrière de l'Armée nationale libyenne (ANL) dans la région de Joufra. Le 27 juillet, les forces du général Haftar ont mené des raids aériens contre une base aérienne du Gouvernement d'entente nationale à Misrata. On assiste à un recrutement et une utilisation accrus de mercenaires étrangers, parallèlement à un recours aux armes lourdes et aux attaques terrestres. Les forces des deux bords ne respectent pas leurs obligations au titre du droit international humanitaire.

L'exemple le plus dramatique d'attaques aveugles a été le bombardement qui a touché un centre de détention pour migrants à Tajoura, dans la nuit du 2 au 3 juillet, tuant 53 d'entre eux et blessant 87 autres, dont des enfants. Ce qui est encore plus déplorable, c'est que les coordonnées précises du centre de détention de Tajoura, et d'autres centres comme celui-ci, avaient été communiquées par l'ONU aux parties après un précédent incident en mai. Si la grande majorité des pertes ont été dues à des frappes aériennes, plusieurs victimes ont été cruellement abattues par les gardiens du centre alors qu'elles tentaient de fuir. Pour ne rien arranger, après les efforts soutenus déployés par l'ONU pour installer les migrants dans des endroits plus sûrs, les autorités ont, ces derniers jours, fait retourner plus de 200 migrants dans le centre bombardé.

La mort tragique de non moins de 150 migrants en mer le 25 juillet souligne à nouveau la nécessité de s'attaquer d'urgence aux causes profondes de la question des migrants et de leurs souffrances immédiates. Les organismes humanitaires des Nations Unies s'emploient sans relâche à atténuer les terribles conditions dans ces centres de détention. Plus de 5000 réfugiés et migrants sont actuellement détenus dans des centres de détention administrés par un organisme public libyen; quelque 3800 d'entre eux sont exposés aux combats. Ce qu'il faut, c'est fermer ces installations. À cette fin, je prie instamment le Conseil de demander maintenant aux

autorités de Tripoli de prendre la décision stratégique, longtemps retardée mais fort nécessaire, de libérer ceux qui sont détenus dans ces centres. La MANUL a élaboré un plan de fermeture ordonnée et progressive de tous les centres de détention et demande que le Conseil de sécurité l'aide à le mettre en œuvre.

Jusqu'à présent, en 2019, près de 4500 réfugiés et migrants ont débarqué en Libye et ont sérieusement risqué de faire l'objet de détention ou d'arrestation arbitraire et d'être pris au piège des combats. La communauté internationale peut prévenir une autre tragédie. Je demande instamment aux pays européens de répondre aux appels répétés du Secrétaire général, de revoir leurs politiques, et de mettre les migrants et les réfugiés en sécurité.

Je note avec inquiétude que la fréquence des attaques contre l'aéroport de Mitiga va en augmentant, alors que c'est le seul aéroport autour de Tripoli qui fonctionne encore. Plusieurs de ces attaques ont failli toucher des avions civils ayant des passagers à bord. Je crains qu'avec les bombardements quasi quotidiens, les chances d'y échapper ne s'amenuisent. J'appelle les autorités à Tripoli à arrêter d'utiliser l'aéroport à des fins militaires et je demande aux forces d'attaque de cesser immédiatement de le prendre pour cible.

Le 26 juin, les forces favorables au Gouvernement d'entente nationale ont repris la ville de Ghariyan, à environ 80 kilomètres au sud de Tripoli. C'est là un développement notable, car Ghariyan est la première ville dans laquelle les forces de l'ANL sont entrées durant leur marche sur Tripoli en avril. Selon certaines allégations non confirmées, des violations des droits de la personne auraient été commises sur place, allégations sur lesquelles nous enquêtons actuellement. Face à la recrudescence récente de la violence, une nouvelle phase de la campagne militaire est à craindre, mais je ne pense pas que cela changera fondamentalement l'impasse stratégique. Les parties continuent de croire qu'elles peuvent atteindre leurs objectifs par des moyens militaires. Le Premier Ministre Serraj et le général Haftar ont publiquement réaffirmé leur engagement à un processus politique et électoral futur, mais n'ont pas encore pris de mesures concrètes pour mettre fin aux combats. L'ANL maintient qu'elle n'arrêtera pas ses attaques tant que Tripoli ne sera pas reconquise, alors que les forces progouvernementales insistent qu'elles peuvent repousser les forces du général Haftar dans l'est de la Libye.

Le présent et l'avenir de la Libye n'ont pas à être pris en otage par les parties belligérantes. Tout en dialoguant avec les responsables politiques et les groupes armés, la MANUL s'emploie activement à mobiliser aussi un large éventail de parties prenantes et à organiser des discussions informelles.

Du 13 au 15 juillet, sous l'égide du Parlement égyptien, une rencontre réunissant 72 membres de la Chambre des représentants a réaffirmé le rôle de la Chambre dans un règlement politique de la crise libyenne et appelé à la formation d'un gouvernement d'unité nationale, sans jamais évoquer la nécessité de cesser les hostilités. Tout en saluant les efforts de ceux qui se sont réunis au Caire pour tenter de mettre fin au conflit et former un gouvernement unifié, je les exhorte à tendre la main à leurs collègues au Parlement pour forger un projet véritablement national. Je décourage les velléités d'établir un parlement parallèle à Tripoli.

Dans le même ordre d'idées, je suis préoccupé que les autorités dans l'est de la Libye insistent pour promouvoir la création d'une commission électorale municipale parallèle à l'organe national chargé des élections municipales, qui est déjà en place. Les efforts visant à délégitimer le travail de l'entité nationale lèsent les électeurs libyens mêmes, du fait du manque d'expertise et de ressources dont disposent les institutions parallèles; ils créent la confusion au niveau local; et, en fin de compte, ils font obstacle à la fragile transition du pays vers la démocratie.

La haine et les invectives observées sur les médias sociaux et les chaînes de télévision par satellite alimentent la violence sur le terrain. Je note que les propriétaires et rédacteurs en chef de ces publications et chaînes de télévision ont invité des personnalités utilisant un répugnant langage d'incitation à la haine, ont diffusé et publié des appels à la violence et au meurtre, et ont intentionnellement diffusé de fausses informations et des attaques personnelles injurieuses. J'exhorte ceux qui se sont enfermés dans des silos d'hostilité à cesser de cracher leur haine et à ouvrir un dialogue en face à face avec leurs compatriotes.

La Libye est devenue un terrain d'expérimentation de nouvelles technologies militaires et de recyclage d'armes anciennes. Drones armés, véhicules blindés et pick-up équipés d'armements lourds, de mitrailleuses, de canons sans recul, de mortiers et de lance-roquettes ont récemment été transférés en Libye avec la complicité, voire le soutien pur et simple, de gouvernements étrangers. Les armes découvertes après

la reprise de Ghariyan donnent un exemple des systèmes complexes qui sont fournis. Il ne fait aucun doute qu'un appui extérieur a joué un rôle de premier plan dans l'intensification des frappes aériennes.

Je note également avec préoccupation que les livraisons d'armes importées sont accompagnées d'agents étrangers travaillant comme pilotes, instructeurs ou techniciens. Ce recours à un appui extérieur alimente le conflit. Plus que jamais, les Libyens livrent aujourd'hui les guerres d'autres pays qui semblent heureux de laisser les Libyens se battre jusqu'au dernier et de laisser le pays être détruit entièrement, du moment que cela leur permet de régler leurs propres comptes. Sans la pleine coopération de tous les États Membres concernant la mise en œuvre des mesures liées à l'embargo sur les armes, conformément à la résolution 2473 (2019), le flux d'armes vers la Libye continuera de jeter de l'huile sur le feu de ce conflit stérile.

Le vide de sécurité que le conflit a généré à Tripoli et dans les environs continue d'être exploité par Daech dans les zones reculées du sud et du centre du pays. Entre autres incidents, Daech a revendiqué une attaque à la voiture piégée qui a fait 11 blessés à Derna, le 2 juin.

Plus inquiétant encore, certains signes semblent indiquer que l'arsenal d'armes livrées à un camp ou un autre par leurs soutiens étrangers est tombé entre les mains de groupes terroristes ou leur a été vendu. Certains éléments extrémistes ont cherché à se légitimer en rejoignant la bataille. Nous courons tout droit à la catastrophe, qu'il s'agisse de la sûreté et de la sécurité des Libyens eux-mêmes, de celles des voisins de la Libye, ou de la paix et de la sécurité internationales. Il est grand temps que les parties belligérantes cessent toutes les hostilités, redéployent leurs forces et se concentrent sur la menace commune, avant que la Libye ne conforte sa position de refuge pour les organisations terroristes. Même si je suis en mesure de signaler que nos récentes mises en garde ont été entendues, il faut exhorter les parties à se dissocier résolument de tous les éléments extrémistes violents et à s'employer à les empêcher de rejoindre le conflit.

Bien que la MANUL ait dû réduire son empreinte en Libye en raison des conditions de sécurité, j'ai décidé que la Mission ne devait pas quitter le pays. Ainsi, l'ONU pourra répondre aux besoins humanitaires croissants et aux préoccupations en matière de droits de la personne, et rester pleinement mobilisée auprès de tous les interlocuteurs pour apaiser les combats et reprendre

le processus politique. Depuis le début du conflit à Tripoli et dans les environs, l'ONU, appuyant ainsi les efforts locaux, a apporté une aide humanitaire à plus de 75 000 personnes. Toutefois, j'ai le regret de d'informer le Conseil que 30 % seulement des 200 millions de dollars requis dans le cadre du plan d'aide humanitaire pour 2019 ont été perçus à ce jour.

La communauté humanitaire ne sera pas en mesure de répondre aux besoins accrus ni d'aider les quelque 100 000 personnes très vulnérables, heurtées de plein fouet par le conflit, si elle ne bénéficie pas d'un financement supplémentaire. Les infrastructures critiques et les installations vitales qui acheminent l'eau, l'électricité et d'autres services essentiels à la population ont été endommagées par la guerre. La Libye a déjà atteint un pic de demande du fait de la chaleur de l'été, et les pénuries d'eau et d'électricité ont été aggravées par les combats et par les attaques qui ont délibérément visé les installations de la Rivière artificielle. Certes, le pétrole libyen continue de s'écouler, mais les risques qui pèsent sur la poursuite de sa production sont aussi graves que ceux qui menacent l'approvisionnement en eau et en électricité.

Ce mois-ci, la National Oil Corporation a déclaré un cas de force majeure après que les vannes de la région de Hamada ont été fermées par un groupe armé. La Mission a usé de ses bons offices pour faciliter un règlement rapide du différend; la force majeure a pu être levée quelques jours plus tard. Le pendant oriental de la National Oil Corporation, quant à lui, poursuit ses efforts pour vendre du pétrole, en violation des résolutions du Conseil de sécurité. Le pétrole court un risque sérieux, celui de devenir l'une des armes de ce conflit, ce qui serait lourd de conséquences désastreuses pour l'économie libyenne.

La situation de conflit a limité la capacité des autorités libyennes à répondre aux besoins fondamentaux de leur population. Les partenaires humanitaires internationaux et nationaux apportent une aide d'urgence, notamment pour répondre aux inondations survenues à Ghat début juin. Le 13 juin, j'ai dirigé une visite humanitaire exceptionnelle à Ghat, où les organismes des Nations Unies ont distribué d'urgence des vivres, de l'eau, des fournitures sanitaires et d'autres provisions dont la ville avait besoin.

La situation dans le sud du pays est catastrophique, avec une aggravation des violences communautaires, en particulier dans la ville de Mourzouq. Les communautés du sud font face à de terribles pénuries de carburant et

d'électricité, et manquent de billets de banque, en plus d'un vide sécuritaire renouvelé et d'une augmentation des attentats terroristes.

La MANUL a rétabli une présence opérationnelle dans l'est en rouvrant le centre des Nations Unies à Benghazi. Mon adjoint aux affaires politiques a effectué une mission de huit jours dans l'est, couvrant 1 000 kilomètres et visitant cinq villes afin de démontrer l'engagement de la MANUL à servir tous les Libyens. Nous travaillons de toutes nos forces à ouvrir un centre similaire à Sabha, la capitale du sud.

Durant les combats en cours, de graves violations du droit international des droits de l'homme et du droit international humanitaire ont été commises par toutes les parties. Des zones résidentielles ont été touchées par des bombardements aveugles et des frappes aériennes ciblées. Je suis particulièrement inquiet de voir que les travailleurs sanitaires et les établissements de santé ont été pris pour cibles à plusieurs reprises : 19 ambulances et quatre établissements de santé ont été frappés, de nombreux médecins et travailleurs sanitaires ont été tués, dont cinq hier, et d'autres ont été blessés. L'impunité ne doit pas prévaloir, en particulier pour les personnes qui attaquent les hôpitaux et les ambulances. La protection des civils et des agents humanitaires exige que nous prenions des sanctions contre les personnes qui commettent ces crimes.

Depuis le début des hostilités, il y a eu une recrudescence des disparitions forcées et des détentions arbitraires, ce qui est inacceptable. Le 17 juillet, Siham Sergewa, membre élue de la Chambre des représentants, a été enlevée par la force de son domicile, à Benghazi, par un groupe inconnu. J'ai évoqué l'affaire de M<sup>me</sup> Sergewa avec les autorités de l'est, notamment hier avec le général Haftar. M<sup>me</sup> Sergewa doit être libérée sur-le-champ et les responsables de son enlèvement doivent répondre de leur acte. Le nombre d'enlèvements a également augmenté à un rythme alarmant à Tripoli : de nombreux responsables du Gouvernement, dont le Directeur adjoint de la Food and Drug Administration, ont été enlevés par des groupes armés pour régler des comptes et extorquer des rançons.

Près de quatre mois après le début de la troisième guerre depuis 2011, tous doivent bien comprendre que les risques d'un conflit de faible intensité dont on ne voit pas la fin ou d'une escalade complète vers une véritable guerre sur les rives du sud de la Méditerranée sont tout aussi inacceptables. La décision de mettre un terme à la guerre ne peut être reportée indéfiniment.

Je propose donc que les trois mesures suivantes soient immédiatement prises en vue de mettre fin au conflit.

Premièrement, je demande qu'une trêve soit décrétée à l'occasion de l'Eïd al-Adha, qui tombera aux alentours du 10 août ou ce jour même. Cette trêve doit s'accompagner de mesures de confiance entre les parties, notamment l'échange des prisonniers, la libération des personnes détenues arbitrairement ou enlevées et l'échange des dépouilles.

Deuxièmement, après la trêve, je demande la tenue d'une réunion de haut niveau entre les pays concernés afin de consolider la cessation des hostilités, d'œuvrer ensemble à imposer le strict respect de l'embargo sur les armes pour empêcher l'afflux d'armes sur le territoire libyen, et de promouvoir le plein respect du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme par les parties libyennes.

Troisièmement, cette réunion internationale doit être suivie d'une réunion libyenne entre des dirigeants et des personnalités influentes de tout le pays pour convenir des grandes lignes de la voie à suivre. Un tel consensus était sur le point d'être atteint à l'approche de la conférence nationale d'avril. Il est temps pour les Libyens de mettre fin à cette longue période de suspicion mutuelle, de peur et de division. Ces trois mesures nécessiteront un consensus au sein du Conseil et entre les États Membres qui exercent une influence sur le terrain.

Les Libyens, pour leur part, doivent faire appel au meilleur d'eux-mêmes. Ils mènent désormais les guerres des autres et, ce faisant, détruisent leur pays. Des propositions visant à relancer les pourparlers politiques doivent servir de base à la réunification des institutions nationales libyennes. Je suis convaincu que pour trouver une solution globale au conflit libyen, il faudra s'attaquer aux facteurs sous-jacents de ce qui est en fin de compte, mais pas exclusivement, une guerre pour les ressources. La solution devra donc tenir compte d'une indispensable réforme économique structurelle et d'une méthode équitable de répartition des nombreuses richesses du pays.

Nous avons fait un pas en avant pour redynamiser le processus d'audit de la Banque centrale et de sa succursale de l'est, ce qui sera essentiel pour promouvoir l'unification de la Banque et accroître la transparence sur la manière dont les fonds nationaux sont dépensés. Nous avons également formulé des propositions concrètes pour permettre au plus grand nombre de



Libyens de bénéficier des revenus pétroliers, en remplaçant l'économie de prédation par une économie juste et les décaissements servant des fins égoïstes par la protection sociale de tous. Des efforts énergiques devront également être déployés pour lutter contre la traite des personnes et le trafic de carburant, d'armes et de drogues, qui sont des sources de richesse pour les groupes armés et les éléments criminels associés.

En outre, des mesures doivent être prises pour lutter contre la corruption généralisée qui sévit dans presque tous les secteurs de l'État. La réforme économique doit aller de pair avec une réforme globale du secteur de la sécurité qui permettrait aux autorités libyennes de lutter contre le terrorisme et de sécuriser les frontières du pays. Les questions relatives à la sécurité structurelle, à savoir la fragmentation des groupes armés et la prolifération des armes de petit calibre, à quoi s'ajoute l'absence d'une armée unifiée et professionnelle, n'ont pas été réglées depuis la chute de l'ancien régime. L'État libyen ne saurait être efficace sans avoir le monopole exclusif de la force des armes. Pour y parvenir, il faut collecter les armes qui échappent au contrôle de l'État et garantir un contrôle civil clair des structures de sécurité.

Une grande partie du travail préparatoire à ces efforts a été effectuée lors des pourparlers sur l'unification militaire menés sous l'égide du Gouvernement égyptien, en sus des mesures d'appui prises par la MANUL, à la suite des violences commises en septembre dernier à Tripoli, afin de renforcer et de réformer le Ministère de l'intérieur. Nous devons de toute urgence relancer cette dynamique.

Arrêter la guerre nécessitera la volonté des parties et l'appui de la communauté internationale. Si les parties s'accordent pour faire taire les armes, l'ONU et les partenaires internationaux doivent se tenir prêts à fournir un appui matériel et technique, permettant aux parties de négocier un accord global sur la cessation des hostilités et de créer des mécanismes appropriés pour sa mise en œuvre et son suivi.

Depuis le début du conflit, les gouvernements nationaux et les organisations régionales appellent les parties libyennes à cesser les combats et à reprendre le processus politique. À cet égard, je suis profondément reconnaissant à l'Union africaine, à l'Union européenne et à la Ligue des États arabes de leurs efforts. Les habitants des villes libyennes font appel à moi pour que je transmette un message clair. La majorité des Libyens estiment qu'il est temps que le Conseil de

sécurité se joigne à elles et appelle résolument à mettre fin à cette guerre inutile avant qu'elle ne se transforme en une véritable guerre civile ayant des conséquences graves et potentiellement dévastatrices pour la Libye et ses voisins.

Il y a près de 70 ans, l'ONU a décidé de fonder une Libye indépendante. Il incombe tout particulièrement à l'Organisation de veiller à ce que la Libye ne se divise pas en morceaux faibles et instables, mais demeure forte et unie comme en 1951. Ce n'est qu'avec l'approbation officielle du Conseil de sécurité que nous pourrions, ensemble, aider les Libyens à surmonter cette période sombre et violente et à bâtir un avenir plus encourageant et prometteur.

**Le Président** (*parle en espagnol*) : Je remercie M. Salamé de son exposé.

Je donne maintenant la parole à l'Ambassadeur Schulz.

**M. Schulz** (Allemagne) (*parle en anglais*) : Conformément au paragraphe 24 e) de la résolution 1970 (2011), du 26 février 2011, j'ai l'honneur de faire rapport au Conseil de sécurité sur les travaux du Comité créé en application de cette résolution. Le rapport couvre la période allant du 22 mai au 29 juillet, durant laquelle le Comité a tenu deux consultations.

À l'occasion des consultations tenues le 31 mai, le Comité a entendu un exposé de la Représentante spéciale adjointe du Secrétaire général chargée des affaires politiques en Libye, de la Mission d'appui des Nations Unies en Libye, sur les questions qui relèvent des travaux du Comité, en particulier en ce qui concerne l'embargo sur les armes. Cet exposé a été suivi d'un échange de vues. Par la suite, le Comité a écouté un exposé de la Coordinatrice du Groupe d'experts sur le rapport d'activité du Groupe, ainsi que les informations collectées par le Groupe depuis la présentation de ce rapport au Comité le 2 mai. Les membres du Comité ont également examiné les recommandations figurant dans le rapport d'activité. Sur les six recommandations adressées au Comité, les membres ont décidé d'en suivre quatre. Trois des quatre mesures de suivi adoptées visent à appliquer les sanctions plus efficacement, et la quatrième est axée spécifiquement sur une mise en œuvre plus efficace des mesures visant à prévenir les exportations illicites de pétrole, notamment le pétrole brut et les produits pétroliers raffinés, en provenance de Libye.

Je ne vais pas résumer les conclusions résultant des recommandations du Groupe, car le rapport d'activité

a été présenté au Conseil de sécurité le 12 juin. Une mesure de suivi convenue a été la note verbale transmise à tous les États Membres par le Comité le 17 juillet, leur rappelant l'obligation qu'ils ont d'appliquer toutes les sanctions adoptées dans le cadre du régime de sanctions établi par le Conseil de sécurité en ce qui concerne la Libye.

Depuis la présentation de son rapport d'activité, le Groupe d'experts a également présenté des mises à jour au Comité sur ses enquêtes concernant les violations signalées de l'embargo sur les armes, mises à jour dont la plus récente contient une enquête préliminaire sur la frappe aérienne menée à Tajoura dans la nuit du 2 au 3 juillet. Une communication du Groupe a attiré l'attention du Comité sur la possibilité que dans l'avenir les mesures visant à prévenir les exportations illicites de pétrole ne soient pas respectées.

Le 21 juin, le Comité a tenu des consultations conjointes avec le Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1591 (2005) concernant le Soudan et le Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 2206 (2015) concernant le Soudan du Sud pour aborder la question de la présence de groupes armés darfouriens en Libye et au Soudan du Sud, ainsi que pour décider de la démarche commune à suivre afin de régler ce problème. C'était la deuxième réunion de cette nature, la première ayant eu lieu en novembre 2017. Les trois Groupes d'experts compétents ont également participé aux consultations.

Le Comité est en train d'examiner les demandes d'orientation émanant des États Membres – une concernant la portée de l'embargo sur les armes, qui est encore en cours d'examen, et une autre sur l'applicabilité des mesures de gel des avoirs concernant une entité en particulier.

S'agissant de l'interdiction de voyager, le Comité est en train d'examiner une demande de dérogation, conformément au paragraphe 16 a) de la résolution 1970 (2011), concernant M<sup>me</sup> Aisha Kadhafi. Par ailleurs, le Comité a déterminé que la présence continue au-delà du 23 mai de M. Qadhaf Al Dam en Égypte, en l'absence d'une prorogation de la dérogation approuvée par le Comité, constituait une violation de l'interdiction de voyager. La Libye, pays dont il est ressortissant, avait auparavant demandé ces prorogations au Comité. Le Comité tient à souligner qu'en ce qui concerne les personnes visées par le gel de leurs avoirs et l'interdiction de voyager, si elles souhaitent voyager, le Conseil prévoit des dérogations au paragraphe 19 de la résolution

1970 (2011) et le Comité a incorporé à ses directives les procédures de dérogation nécessaires.

En ce qui concerne la liste relative aux sanctions, je tiens à souligner que depuis le 3 juillet, le Comité examine des propositions, présentées par un État Membre, de désigner trois personnes impliquées dans un réseau criminel qui exploite illicitement du pétrole brut et d'autres ressources naturelles en Libye.

Enfin, dans mon précédent exposé au Conseil de sécurité (voir S/PV.8530), j'ai mentionné l'arrestation et la détention en Tunisie d'un membre du Groupe d'experts, M. Moncef Kartas, le 26 mars. J'ai le plaisir d'annoncer que dans une mise à jour datant du 22 mai, le Secrétariat a informé le Comité qu'une cour d'appel tunisienne avait décidé de remettre M. Kartas en liberté. Le Comité continue de suivre cette affaire, qui n'est pas terminée sur le plan légal, et compte sur le Secrétariat pour lui fournir une nouvelle mise à jour en temps voulu concernant l'état d'avancement de la procédure légale à l'encontre de M. Kartas en Tunisie, tout en rappelant le paragraphe 16 de la résolution 2441 (2018), qui « Prie instamment tous les États... de coopérer pleinement avec le Comité et avec le Groupe d'experts », ainsi que la Convention de 1946 sur les privilèges et immunités des Nations Unies.

**Le Président** (*parle en espagnol*) : Je remercie l'Ambassadeur Schulz de son exposé.

Je donne maintenant la parole aux membres du Conseil qui souhaitent faire une déclaration.

**M<sup>me</sup> Pierce** (Royaume-Uni) (*parle en anglais*) : Je remercie une fois de plus le Représentant spécial pour son exposé et pour la détermination continue de la Mission d'appui des Nations Unies en Libye à promouvoir l'apaisement de la situation en Libye et à faciliter la reprise du processus dirigé par l'ONU.

Ce matin, nous avons entendu l'analyse grave et alarmante d'une descente dans un chaos violent et du risque de désintégration d'un pays, comme y a fait allusion le Représentant spécial du Secrétaire général. Je pense que nous sommes tous conscients du fait que les prochaines semaines seront cruciales pour la Libye. De notre côté, nous appuyons fermement le rôle directeur de l'ONU et les efforts que déploie M. Salamé pour mettre un terme à la violence et relancer le processus politique.

Je serai brève parce que des consultations sont prévues après cette séance. Je souhaite simplement

appeler l'attention sur quelques aspects avant de passer à ce qu'a dit le Représentant spécial concernant une trêve.

Nous appelons une fois de plus les États Membres de l'ONU à respecter pleinement leurs obligations de contribuer à la paix et à la stabilité en Libye, de prévenir les livraisons d'armes déstabilisatrice et de protéger les ressources pétrolières de la Libye, conformément aux résolutions pertinentes de l'ONU. Comme cela a été souligné, il est évident que les parties continuent de recevoir un appui extérieur et des cargaisons d'armes, qui ne font qu'alimenter le conflit. Le Royaume-Uni appelle une fois de plus tous les États Membres à respecter le droit international et le Conseil de sécurité à prendre très au sérieux les allégations de violations. Je remercie l'Ambassadeur allemand de l'exposé qu'il a présenté en sa qualité de Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1970 (2011) concernant la Libye.

Le coût humanitaire reste une source de profonde préoccupation. Je ne répéterai pas ce qu'a dit le Représentant spécial du Secrétaire général, mais je pense que nous devons vraiment trouver un moyen de protéger les migrants et les réfugiés voyageant le long de la route de la Méditerranée centrale. Nous devons trouver un moyen de protéger ceux qui se trouvent dans des centres de détention en Libye. Nous avons parlé au Conseil de l'attaque de la nuit du 2 au 3 juillet contre le centre de détention de Tajoura.

Je réaffirme ce qu'a dit le Représentant spécial du Secrétaire général concernant la nécessité que les parties se dissocient des éléments extrémistes violents et concernant le fait que la haine et les invectives alimentent la violence.

Eu égard à sa proposition en trois points visant à décréter une trêve pour l'Eïd al-Adha, en y ajoutant des mesures de confiance, ainsi qu'à organiser une réunion de haut niveau entre les pays concernés, qui serait suivie d'une réunion entre parties libyennes, ce sont des mesures extrêmement importantes qui arrivent à un moment crucial. Je pense que le Conseil voudra les examiner dans le détail et déterminer quelle est la meilleure manière pour lui de consolider les efforts de l'ONU. Je vais m'arrêter là, mais j'espère reprendre cette conversation importante durant les consultations.

**M<sup>me</sup> Norman-Chalet** (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Je serai également brève car nous comptons aborder ces questions durant les consultations. Je tenais cependant à remercier le Représentant spécial, M. Salamé, de l'exposé qu'il a présenté au Conseil de

sécurité aujourd'hui et des problèmes graves et pressants qu'il a mentionnés. Nous continuons d'appuyer son rôle dirigeant alors qu'il tente de créer des conditions propices à la reprise du processus politique de l'ONU.

Comme il l'a souligné, la poursuite des combats à Tripoli depuis quatre mois a permis aux terroristes de se regrouper, menaçant la stabilité de la production pétrolière libyenne et aggravant la situation humanitaire. Nous avons appelé à un cessez-le-feu et demandé instamment le retour rapide à un processus politique sous l'égide de l'ONU, et exhortons toutes les parties à travailler de manière constructive avec le Représentant spécial du Secrétaire général et la MANUL afin de trouver une solution politique au conflit qui se fait attendre depuis longtemps. Comme nous l'avons dit à maintes reprises dans cette salle, une paix et une stabilité durables en Libye ne pourront être instaurées que par le biais d'une solution politique.

Enfin, nous tenons à remercier une fois encore de leur travail le Représentant spécial du Secrétaire général, M. Salamé, la Représentante spéciale adjointe, M<sup>me</sup> Williams, qui est avec nous aujourd'hui à New York, ainsi que l'ensemble du personnel de la MANUL et des équipes de pays sur le terrain.

**M. de Rivière** (France) : Je remercie le Représentant spécial Ghassan Salamé pour son intervention, ainsi que le Représentant permanent adjoint de l'Allemagne pour son rapport sur les travaux du Comité de sanctions créé par la résolution 1970 (2011) concernant la Libye.

Qu'il me soit permis de réitérer le plein soutien de la France au Représentant spécial et à la Mission d'appui des Nations Unies en Libye, qui œuvrent sans relâche pour trouver une solution politique au conflit libyen. Je souhaite d'emblée faire écho à l'appel à une trêve humanitaire à l'occasion de l'Eïd al-Adha, et à la reprise du dialogue politique.

Je voudrais d'abord insister sur l'enlisement de la situation sur le terrain et le risque d'escalade qui rappellent l'urgence d'un cessez-le-feu durable et sans conditions. Les derniers développements sont préoccupants. Alors que les combats entreront bientôt dans leur cinquième mois, ils s'intensifient et font désormais peser le risque d'une escalade d'ampleur. Comme l'a rappelé le Président Macron, la situation en Libye est une priorité humanitaire.

Depuis le début avril, les combats ont fait plus de 1 000 morts et plus de 120 000 personnes déplacées.



Le bombardement du camp de réfugiés de Tajoura dans la nuit du 2 au 3 juillet, qui a fait plus de 50 morts et de 130 blessés, et que le Conseil a unanimement condamné, a mis en lumière une fois de plus la vulnérabilité particulière des migrants et des réfugiés. Dans ces conditions, il est urgent que les autorités libyennes mettent fin aux détentions systématiques et respectent le droit international humanitaire. Il est essentiel que les infrastructures civiles ne soient pas employées à des fins militaires et que les personnes civiles, et notamment les migrants, ne servent pas de boucliers humains, en violation du principe de distinction. Tout cela met en péril les efforts politiques et diplomatiques conduits par Ghassan Salamé et éloigne la perspective d'une sortie de crise politique.

Les seuls bénéficiaires de la poursuite des combats sont les groupes terroristes et criminels, comme en témoigne la présence d'éléments radicaux dans certaines zones de combat, parmi lesquels des individus sanctionnés par le Conseil. Les récentes attaques revendiquées par Daech dans le sud et le centre du pays en sont une autre illustration. Il est impératif que les acteurs libyens se dissocient sans ambiguïté des groupes terroristes, dans leurs déclarations publiques comme sur le terrain. Il est tout aussi important d'engager un travail sérieux, sous l'égide de l'ONU, sur la gouvernance économique, financière et monétaire de la Libye.

Enfin, les violations de l'embargo sur les armes aux bénéfices des parties alimentent la dynamique d'escalade en cours. Elles doivent cesser. Afin d'éviter que la situation ne se dégrade encore davantage, les parties doivent répondre à l'appel formulé par le Représentant spécial Ghassan Salamé et accepter une trêve humanitaire, sans conditions et sans limite de temps, à l'occasion de l'Eïd al-Adha, le 10 août. Cette trêve pourrait ouvrir la voie à un cessez-le-feu durable, assorti de garanties crédibles et d'une supervision internationale.

Dans ce contexte, il est urgent d'agir en faveur de la reprise du dialogue politique et de travailler dès à présent sur des mesures de confiance. Les parties doivent s'accorder sur les paramètres d'une sortie de crise. À Abou Dhabi, en février dernier, elles s'étaient entendues sur les principes d'une unification des institutions, devant conduire à la formation d'un Gouvernement de transition en vue de la préparation d'élections. Les paramètres d'Abou Dhabi restent valables. Ils doivent être assortis de réformes économiques et financières, avec pour priorité la mise en œuvre rapide d'une gouvernance transparente de la Banque centrale de Libye, la

réforme de la gestion des revenus pétroliers et l'unification des institutions financières au bénéfice de tous les Libyens. La France appelle les parties libyennes à reprendre les discussions sur cette base, sous l'égide du Représentant spécial.

En conclusion, je souhaiterais rappeler le rôle central du Secrétaire général et de son représentant spécial pour parvenir à un règlement du conflit, avec le soutien du Conseil de sécurité. Il n'y a pas de solution militaire à la crise libyenne. La mise en œuvre d'un cessez-le-feu et la relance du processus politique sont la seule issue. Ce constat est partagé au sein du Conseil, et nous devons unir nos efforts pour y parvenir. C'est pourquoi nous sommes favorables à une expression du Conseil pour soutenir les efforts du Représentant spécial afin d'obtenir des parties une mise en place d'un cessez-le-feu durable, le plein respect de l'embargo sur les armes et la relance du processus politique.

**M<sup>me</sup> Van Vlierberge** (Belgique) : Je voudrais tout d'abord remercier le Représentant spécial du Secrétaire général Salamé de son intervention. Je tiens à saluer son travail, ainsi que celui de l'ensemble du personnel de la Mission d'appui des Nations Unies en Libye, opérant dans un environnement extrêmement difficile. Je remercie également l'Ambassadeur Schulz de son exposé.

La situation à Tripoli demeure très préoccupante, comme vient de le souligner le Représentant spécial. Les civils libyens, les migrants et, plus largement, les personnes les plus vulnérables souffrent au quotidien du fait des combats. Le drame continu des migrants au large des côtes libyennes doit nous interpellier tous. Il est grand temps que la protection des civils devienne véritablement une préoccupation des belligérants. La Belgique appelle en particulier les parties à s'abstenir de toute violation grave à l'égard des enfants, y compris par le recrutement et l'utilisation de ceux-ci dans les combats.

Par ailleurs, la Belgique salue le courage du personnel médical et humanitaire qui paie un prix élevé pour sa détermination. Les attaques contre les installations médicales, comme celle d'hier au sud de Tripoli, constituent des violations manifestes non seulement du droit international, mais aussi de la résolution 2286 (2016). À ce titre, la Belgique tient à rappeler une nouvelle fois que ceux qui se sont rendus coupables de violations graves du droit international humanitaire et, plus largement, ceux qui menaceraient la paix en Libye devront rendre compte de leurs actes. Tous les chefs, militaires ou civils, qui exercent un contrôle, une autorité et un commandement effectifs sur leurs subordonnés pourraient être

tenus pénalement responsables des crimes commis par ces derniers et poursuivis devant les tribunaux nationaux ou la Cour pénale internationale.

Le vide sécuritaire créé notamment dans le sud de la Libye profite aux groupes terroristes. La poursuite de l'option militaire ne mènera qu'à davantage de chaos et à une déstabilisation durable du pays. Déjà, elle menace entièrement les progrès politiques accomplis depuis deux ans. La Belgique appelle les parties à retourner sans conditions à la table des négociations. Je les exhorte à engager de bonne foi et de manière constructive un dialogue sur les propositions et idées avancées par le Représentant spécial Salamé. L'urgence d'un cessez-le-feu reste d'actualité et les rumeurs d'une nouvelle offensive autour de Tripoli sont alarmantes. Dans ce contexte, la Belgique tient à souligner l'importance d'une participation significative et égale des femmes pour parvenir à une solution inclusive et durable.

Enfin, la Belgique appelle au strict respect par tous de l'embargo sur les armes décrété par le Conseil. Les violations de cet embargo ont, en effet, pour conséquence de prolonger le conflit et les souffrances du peuple libyen. Il convient à cet égard de souligner le travail essentiel effectué par le Groupe d'experts sur la Libye créé par la résolution 1973 (2011), groupe avec lequel le Conseil a exhorté tous les États à coopérer pleinement.

Les principaux acteurs libyens continuent de privilégier la solution militaire. La rhétorique belliqueuse ne diminue pas, les combats se poursuivent, les violations de l'embargo sur les armes perdurent, le droit international humanitaire est violé et le recours dans les deux camps à des éléments terroristes, criminels et listés par le Conseil de sécurité est banalisé. Personne ne semble véritablement intéressé à instaurer un cessez-le-feu et à reprendre le dialogue politique. C'est en partie aussi dû au trop long silence du Conseil. J'espère dès lors que nous pourrons nous exprimer prochainement à travers l'adoption d'une résolution afin que personne en Libye ne doute de la volonté et de la détermination du Conseil de sécurité.

**M. Singer Weisinger** (République dominicaine) (*parle en espagnol*) : Nous saluons et appuyons M. Salamé et son équipe, et nous remercions l'Ambassadeur Schulz de son exposé.

La République dominicaine exige un cessez-le-feu immédiat et le retour au dialogue politique. Pour nous, il est indispensable de mettre fin à la violence

et aux exactions contre les civils. Au cours des quatre derniers mois, plus de 1 100 personnes sont mortes. Que les membres du Conseil nous écoutent bien : il faut que cela cesse. Ça suffit.

Nous observons avec stupeur les attaques téméraires et aveugles perpétrées contre les hôpitaux, les aéroports, les zones résidentielles, les véhicules de secours et les centres pour migrants. L'attaque lâche commise contre un hôpital, il y a deux jours à peine, a tué des médecins et a grièvement blessé des sauveteurs et des civils. Nous appelons les forces d'agression à s'engager à protéger les civils et les infrastructures civiles, ainsi qu'à permettre sans discrimination l'accès de l'aide humanitaire aux zones touchées par le conflit. Nous exigeons le respect du droit international humanitaire et des droits de l'homme.

La situation des migrants et des réfugiés est tout aussi décourageante. Le récent et regrettable naufrage en Méditerranée, qui a coûté la vie à des dizaines de personnes, et le dernier bombardement en date du centre de détention de Tajoura mettent en évidence la vulnérabilité de ces groupes et la nécessité de leur apporter des réponses dignes. Nous nous félicitons du plan de solidarité prometteur proposé en Europe par la France et l'Allemagne afin de reloger les migrants et les réfugiés détenus arbitrairement. Nous espérons que davantage de pays européens s'y engageront, en particulier ceux qui sont proches de la crise. Nous espérons également la fermeture définitive en Libye de tous les centres où vivent encore des milliers de migrants. En outre, nous exhortons les autorités libyennes à coopérer avec la Cour pénale internationale et avec le Bureau de la Procureure Bensouda afin de traduire en justice les personnes impliquées dans des atrocités criminelles commises contre le peuple libyen dans un passé récent.

La violation éhontée des dispositions de l'embargo sur les armes institué par le Conseil de sécurité est une question que nous ne laisserons pas passer inaperçue. Elle continue d'alimenter les tensions et perpétue le conflit. Malgré le fait qu'il y a quelques mois, les ressources dont disposaient les parties étaient limitées, nous avons récemment constaté une augmentation sensible de leurs capacités, en particulier celles qui leur permettent de mener des frappes aériennes. L'implication flagrante de tiers en Libye est évidente. Nous voyons comment l'utilisation d'armements de plus en plus sophistiqués et meurtriers est promue de manière éhontée. Les drones d'artillerie, les missiles à guidage de précision, les armes portables anti-attaques,

les véhicules blindés de transport de troupes, les chars de combat, les hélicoptères et les lance-roquettes sont cités avec orgueil dans les médias et sur les réseaux sociaux. Il est évident que ce qui attend aujourd'hui tous ceux qui persistent obstinément à suivre la voie perverse de la destruction et de la mort, c'est de se ridiculiser et d'être ensuite poursuivis pour crimes de guerre.

Enfin, le passé a engendré des traumatismes qui conditionnent la manière dont le Conseil considère et traite la situation en Libye. Toutefois, il nous semble temps de revenir sur certaines des dispositions de la résolution 1973 (2011) pour protéger les civils et les zones habitées par des civils, réduire les capacités militaires des parties, les ramener à la table de négociation, maintenir l'unité de la Libye et permettre une véritable réconciliation.

Je conclus mon intervention en rappelant au peuple libyen les mots de M. Salamé :

*(l'orateur poursuit en anglais)*

Les Libyens se battent aujourd'hui dans des guerres qui ne sont pas les leurs.

**M<sup>me</sup> Wronecka** (Pologne) *(parle en anglais)* : Je voudrais tout d'abord remercier le Représentant spécial du Secrétaire général, M. Ghassan Salamé, de son exposé sur l'évolution récente de la situation en Libye.

Je remercie également l'Ambassadeur Juergen Schulz de son exposé sur les travaux en cours du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1970 (2011) concernant la Libye.

Nous sommes profondément attristés par la nouvelle tragique du naufrage d'un navire au large des côtes libyennes la semaine dernière, dans lequel 150 personnes pourraient avoir perdu la vie. Avec l'attaque perpétrée contre le centre de détention de Tajoura dans la nuit du 2 au 3 juillet, qui a causé la mort de 53 réfugiés et migrants, ces événements ont une nouvelle fois mis en évidence les faiblesses du système libyen de gestion des migrations irrégulières. C'est pourquoi nous appelons la communauté internationale à aider les autorités libyennes à trouver des solutions de rechange sûres et dignes à la détention, dans la pleine application des normes humanitaires internationales et dans le respect des droits de l'homme.

La fourniture de services humanitaires aux personnes dans le besoin en Libye demeure un défi de taille, compte tenu des situations politique et sécuritaire complexes actuelles. Les restrictions liées au souci

de sécurité et le refus des parties au conflit d'accorder un accès humanitaire aux personnes dans le besoin constituent des difficultés majeures. À cet égard, nous appelons toutes les parties au conflit à permettre un accès humanitaire sûr et sans entrave aux personnes dans le besoin en Libye, y compris dans les prisons et les centres de détention, pour la fourniture de services de base. Les attaques contre les écoles et les hôpitaux ont de lourdes répercussions sur les enfants, compromettant leurs chances de poursuivre leurs études, ainsi que leur accès à des soins de santé vitaux. En conséquence, nous exhortons toutes les parties au conflit à protéger les écoles et les hôpitaux contre les attaques pendant les hostilités, conformément à leurs obligations en vertu du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme.

Nous sommes gravement préoccupés par la violation continue de l'embargo sur les armes. À cet égard, la stricte application de l'embargo doit être maintenue.

Pour terminer, je voudrais confirmer la position de la Pologne, à savoir que le conflit en Libye doit être réglé par des moyens pacifiques. Je voudrais aussi appuyer pleinement tous les efforts déployés par le Représentant spécial Ghassan Salamé et par la Mission d'appui des Nations Unies en Libye, dans des circonstances difficiles, en vue de trouver une solution politique globale à la crise actuelle. Par ailleurs, nous attendons avec impatience de discuter de la suggestion de M. Salamé au cours des consultations.

**M. Safronkov** (Fédération de Russie) *(parle en russe)* : Nous remercions vivement le Représentant spécial du Secrétaire général, Ghassan Salamé, de son exposé détaillé et inquiétant sur la situation militaire et politique en Libye.

Nous remercions l'Ambassadeur Schulz d'avoir fait le point sur les travaux du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1970 (2011) concernant la Libye. Nous nous félicitons de l'action menée par la délégation allemande en sa qualité de Président du Comité.

L'exposé de M. Salamé a clairement révélé que la situation militaire et politique continue de se détériorer. Le nombre de morts, et blessés et de déplacés est en hausse. L'infrastructure urbaine est en train de s'effondrer. Les terroristes se relèvent la tête, sans parler de l'aggravation du problème de la migration. De nouvelles lignes de division se font jour, et le pays est au bord de la désintégration.

Disons-le franchement : tout ceci est en train de détruire les structures étatiques en Libye, et ce depuis les événements de 2011. Le cas de la Libye doit nous rappeler que procéder à des expériences géopolitiques est inacceptable. Depuis le début du conflit, nous avons demandé que les efforts régionaux et internationaux visent principalement à unifier la Libye, notamment aux fins de la consolidation de la lutte contre le terrorisme.

La situation dans la région est aujourd'hui encore bien pire qu'avant. Les jihadistes qui étaient en Syrie et en Iraq sont en train de se réinstaller en Libye, ce qui pourrait transformer la Libye en place forte du terrorisme en Afrique du Nord. La Russie n'a pas, n'a pas eu et n'aura jamais de visées secrètes s'agissant du conflit libyen. Nous nous félicitons des contacts que nous maintenons avec toutes les parties. Nous leur faisons connaître notre position, qui est de plaider en faveur d'un règlement politique. Dans nos contacts avec les acteurs libyens, nous soulignons toujours que le rôle central dans ce processus ne peut être joué que par l'ONU et son Représentant spécial, M. Salamé.

Nous apprécions grandement les efforts que déploie la Mission d'appui des Nations Unies en Libye, ainsi que le courage et le dévouement dont fait preuve le Représentant spécial, M. Salamé. Nous appuyons pleinement son plan de règlement de la crise, car il inclut l'élément clef que nous défendons depuis de nombreuses années, à savoir la consolidation rapide des positions des parties prenantes externes.

L'exposé du Représentant spécial, tout comme la déclaration faite par le Haut-Commissaire pour les réfugiés, M. Filippo Grandi, lors d'une récente réunion du Conseil de sécurité, confirme que les migrants se trouvent dans une situation pour le moins terrible. Nous avons affirmé à maintes reprises que pour résoudre le problème de la migration, nous ne devons pas nous opposer aux migrants, mais plutôt mettre tout en oeuvre aux fins du redressement des régions en proie aux troubles et pour y améliorer la situation. Ainsi, les gens y retourneront par eux-mêmes.

L'autre problème auquel il importe de s'attaquer, c'est le commerce illicite d'armes en Libye. À cet égard, il faut une approche globale tenant compte du fait que la situation actuelle est le résultat des graves violations des dispositions pertinentes de la résolution 1973 (2011). Nous appelons tout un chacun à renoncer à tout programme unilatéral et à entamer ensemble sous l'égide de l'ONU des pourparlers politiques. Ceci contribuera à l'unification du pays, et permettra aux

Libyens eux-mêmes de développer leur pays et de gérer ses vastes ressources minérales.

Nous réaffirmons que nous continuons de considérer favorablement le programme élaboré par M. Salamé pour surmonter la crise libyenne, et nous savons qu'il ne pourra être réalisé que si les principales parties prenantes se pliaient aux mêmes règles du jeu.

**M. Moriko** (Côte d'Ivoire) : Ma délégation félicite M. Ghassan Salamé, Représentant spécial du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et Chef de la Mission d'appui des Nations Unies en Libye (MANUL), pour son exposé qui édifie le Conseil sur les défis sécuritaires, humanitaires et politiques dans ce pays. Elle félicite également l'Ambassadeur Juergen Schulz pour sa présentation du trente-cinquième rapport périodique du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1970 (2011) concernant la Libye.

Le 21 mai, le Représentant spécial du Secrétaire général appelait l'attention du Conseil sur les conséquences des affrontements entre les troupes du Maréchal Khalifa Haftar et les forces du Gouvernement d'entente nationale dirigé par le Premier Ministre Faiez Serraj (voir S/PV.8530). Plus de deux mois après le début des hostilités pour le contrôle de la capitale, Tripoli, la crise libyenne est plus que jamais dans l'impasse et ne semble guère offrir de perspectives de règlement à court terme.

À l'instar des autres États membres du Conseil de sécurité, la Côte d'Ivoire a toujours exprimé ses vives préoccupations quant aux conséquences des combats sur les aspects sécuritaire et humanitaire, ainsi que sur le processus politique de sortie de crise en Libye. En effet, l'escalade militaire dont Tripoli est l'épicentre a causé plus de 1 000 morts et 5 000 blessés, au nombre desquels figurent près de 400 civils.

Ma délégation appelle l'ensemble des États Membres à élever une vive protestation face au sort des migrants subsahariens victimes de toutes sortes d'abus et de violations de leurs droits dans les centres de détention, et dont 53 ont péri dans la nuit du 2 au 3 juillet, lors du bombardement du centre de Tajoura. La Côte d'Ivoire réitère sa vive condamnation de cette attaque et appelle à une enquête crédible et indépendante, afin de traduire les auteurs de ces actes devant les tribunaux compétents, conformément au droit international. Par ailleurs, mon pays souhaite ardemment que les migrants repêchés au large des côtes libyennes soient traités avec dignité et que leur rapatriement dans leurs pays d'origine, s'ils y consentent, se déroule en étroite collaboration avec les



agences spécialisées des Nations Unies, conformément aux normes internationales en la matière.

Les livraisons avérées d'armes aux parties en conflit, en violation flagrante de l'embargo sur les armes, demeurent une source de profonde préoccupation pour mon pays, d'autant plus qu'elles alimentent un conflit dont l'enlisement éloigne les chances d'un cessez-le-feu et d'une reprise immédiate du dialogue interlibyen. La Côte d'Ivoire appelle, à cet égard, à la mise en œuvre effective de la résolution 2473 (2019), adoptée à l'unanimité le 10 juin 2019, qui prescrit la stricte application de l'embargo sur les armes, à travers le contrôle des vaisseaux au large des côtes libyennes. Il urge en outre que la crise actuelle connaisse un dénouement politique rapide pour permettre l'extension de l'autorité de l'État sur toute l'étendue du territoire national, afin d'empêcher la lancinante et dangereuse sanctuarisation de l'État islamique dans certaines parties du pays.

Tout en rappelant la responsabilité principale du Conseil de sécurité dans le maintien de la paix et de la sécurité internationales, la Côte d'Ivoire encourage M. Ghassan Salamé à coopérer davantage avec l'Union africaine, conformément au Chapitre VIII de la Charte des Nations Unies et au Cadre stratégique pour la résolution des conflits, signé le 19 avril 2017. Ma délégation voudrait, à cet égard, rappeler le Communiqué du Conseil de paix et sécurité de l'Union africaine publié à l'issue de sa réunion du 5 juillet, soulignant le rôle central de cette organisation continentale et sa disponibilité à œuvrer, en étroite collaboration avec les pays de la région, à la recherche de solutions durables à la crise en Libye. C'est le lieu de faire écho aux préoccupations exprimées par le Comité de haut niveau de l'Union africaine, relatives aux ingérences extérieures persistantes, qui compromettent les efforts visant à obtenir un cessez-le-feu et instaurer un dialogue fécond, conditions d'un retour de la paix et de la stabilité.

Pour conclure, la Côte d'Ivoire réaffirme son soutien au Représentant spécial du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, M. Ghassan Salamé, ainsi qu'au personnel de la MANUL, pour leur engagement dans la recherche de solutions aux défis multiples auxquels la Libye est confrontée. Mon pays demeure convaincu qu'aussi complexes soient-ils, les défis qui se dressent sur la voie de la paix et de la stabilité en Libye restent surmontables, grâce à une appropriation nationale forte du processus politique de sortie de crise, et également à un accompagnement déterminé de la communauté internationale.

**M. Alotaibi** (Koweït) (*parle en arabe*) : Je vais être bref étant donné que l'examen de la question va se poursuivre dans le cadre de consultations.

Je voudrais tout d'abord remercier de leurs exposés M. Salamé et l'Ambassadeur Juergen Schulz, Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1970 (2011) concernant la Libye.

M. Salamé nous a décrit la tragédie qui a suivi les affrontements sans précédent à Tripoli, ainsi que les dégâts causés aux installations civiles. Cela montre bien à quel point cette guerre est absurde. Il importe de respecter l'embargo sur les armes imposé à la Libye en application de la résolution 1970 (2011). Cette guerre qui fait rage entre des parties unies par les liens du sang, du sol et de la religion risque d'avoir pour séquelles des fractures chroniques en Libye, conséquence de tout le sang versé et des accords violés.

L'un des points les plus graves qui ont été soulevés concerne la prolifération des discours de haine et d'incitation à la violence, et leur propagation sur les réseaux sociaux. C'est un danger qui ne fait qu'augmenter, pour lequel la guerre et les conflits sont un terreau fertile. Les mots sont déformés; les fils d'un même pays se retournent les uns contre les autres; les bons offices sont compromis. Comme le dit un proverbe arabe, mieux vaut se retenir de parler que de verser de l'huile sur le feu.

C'est pourquoi nous saluons le mécanisme créé par la Mission d'appui des Nations Unies en Libye (MANUL) pour surveiller les discours de haine sur Internet, dans le cadre des fonctions attribuées à la MANUL, qui opère dans des conditions de sécurité très difficiles et très complexes. M. Salamé a évoqué les diverses souffrances humanitaires recensées en Libye à cause des récents affrontements armés. Ces souffrances touchent aujourd'hui les catégories les plus vulnérables, à savoir les migrants clandestins qui se trouvent dans les centres de détention. Nous avons toujours en mémoire l'attaque perpétrée contre le centre de détention de Tajoura, qui a été condamnée par le Conseil de sécurité dans sa déclaration à la presse en date du 5 juillet. Nous appelons toutes les parties libyennes à veiller à ce que l'assistance humanitaire puisse être acheminée en toute sécurité et sans entrave à ceux qui en ont besoin.

Encore une fois, nous réitérons qu'il n'y a pas de solution militaire à ce conflit. À l'approche de l'Eïd al-Adha, nous appelons toutes les parties belligérantes à faire preuve de retenue, à respecter le droit

international humanitaire et le droit international des droits de l'homme, et à ne pas prendre les civils ou les infrastructures civiles pour cible. Il faut privilégier les solutions pacifiques et rejeter la violence. Il faut entendre les appels de la MANUL. Nous abandonnons dans le sens de ce que M. Salamé vient de déclarer et des idées qu'il a énoncées tout à l'heure.

Nous notons également l'augmentation du nombre de foyers terroristes et l'intensification des activités de groupes tels que l'État islamique d'Iraq et du Levant, qui exploitent les conditions de sécurité en place en se livrant dans certaines régions de la Libye à des frappes terroristes qui visent des cibles civiles. Ces opérations terroristes doivent être condamnées par le Conseil de sécurité, qui doit également proposer aux autorités libyennes compétentes l'appui dont elles ont besoin pour relever ce défi qui compromet la sécurité et la stabilité régionales et internationales.

Enfin, nous réitérons notre appui à M. Ghassan Salamé et à ses efforts visant à trouver un processus de règlement politique global, conformément au plan défini par les Nations Unies. Nous saluons encore une fois les efforts colossaux qu'il déploie et appelons les parties libyennes à œuvrer de concert pour parvenir à un règlement politique pacifique, et à s'employer sérieusement à créer les conditions techniques, législatives, politiques et sécuritaires nécessaires au titre des accords conclus à Paris, à Palerme et Abou Dhabi, en vue d'organiser des élections présidentielle et parlementaires transparentes, globales et pacifiques, qui permettront l'avènement d'une Libye unifiée et stable.

**M. Ndong Mba** (Guinée équatoriale) (*parle en espagnol*) : Notre délégation se joint aux remerciements adressés au Représentant spécial du Secrétaire général et Chef de la Mission d'appui des Nations Unies en Libye (MANUL), M. Ghassan Salamé, pour son exposé complet, et nous saisissons cette occasion de lui rappeler notre appui ferme et sans réserve à ses travaux, en particulier à cette jonction délicate de la situation en Libye. Je remercie également l'Ambassadeur Schulz, en sa qualité de Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1970 (2011) concernant la Libye, pour l'exposé qu'il nous a utilement présenté.

Qu'il me soit permis, à l'entame de ma déclaration, de dire que la République de Guinée équatoriale est solidaire du peuple libyen. Nous restons profondément consternés par la situation qui règne dans ce pays frère et réitérons le message de notre président de la République, S. E. M. Obiang Nguema Mbasogo,

appelant à l'unité des Libyens, qui doivent accorder la priorité aux intérêts généraux et nationaux pour mettre un terme à cette crise, laquelle empêche le développement de cette grande nation.

Nous réitérons avec conviction qu'il ne peut y avoir de solution militaire en Libye et que le dialogue doit être la seule option, avec la reprise de la conférence nationale qui aurait dû se tenir du 14 au 16 avril sous l'égide de la MANUL et qui aurait abouti à la tenue d'élections transparentes et crédibles, aux fins de restaurer la paix et de relancer les mécanismes visant la réconciliation nationale.

Conformément au communiqué du Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine en date du 5 juillet dernier, ainsi qu'aux conclusions de la réunion du Comité de haut niveau de l'Union africaine sur la Libye, tenue le 7 juillet, nous tenons à faire part de notre préoccupation face à la situation humanitaire qui règne dans le pays, en particulier pour ce qui concerne le sort des migrants et des réfugiés qui subissent des conditions inhumaines et dégradantes dans les centres de détention. À cet égard, nous condamnons une fois de plus l'attaque livrée dans la nuit du 2 au 3 juillet contre le centre de détention de Tajoura, qui a fait 53 morts et 130 blessés. Dans ce contexte, nous espérons que les enquêtes pertinentes seront menées et que les responsables devront répondre de leurs actes.

Nous sommes profondément préoccupés par le nombre de déplacés et par la centaine de migrants qui ont perdu la vie au large des côtes libyennes. Il y a quelques jours à peine, nous avons appris que des dizaines de personnes avaient péri en tentant de traverser la Méditerranée, dans l'une des tragédies les plus meurtrières de cette année. La communauté internationale doit accorder la plus grande attention à ces événements et leur trouver une solution, car nous parlons ici de vies innocentes qui étaient à la recherche d'un avenir meilleur. Les migrants en quête d'un endroit sûr où vivre et d'un avenir meilleur pour eux-mêmes et pour leurs familles ne sont pas des criminels ou des terroristes; ce sont des personnes qui méritent de vivre dignement et d'être traitées avec respect.

Nous sommes conscients qu'à ce stade, et compte tenu de l'aggravation de la situation, il importe de tenir compte du rôle que joue le Conseil de sécurité et de l'appui international nécessaire, réel et transparent, que mérite le peuple libyen. À cet égard, nous soulignons une fois de plus la nécessité d'une coopération étroite entre l'ONU et l'Union africaine pour régler ce conflit

en favorisant le dialogue et la réconciliation, et en prenant également en compte l'importance de l'action des pays voisins, qui est fondamentale.

Nous faisons écho à l'appel à respecter l'unité, la souveraineté et l'intégrité territoriale de la Libye, et condamnons toute ingérence extérieure dans les affaires intérieures de la Libye, car cela ne fait qu'entraver les tentatives de parvenir à un cessez-le-feu et de rétablir une paix solide et durable.

Dans les faits, un Conseil de sécurité aux mains liées et aux bras croisés ne contribue pas à résoudre le problème, mais est révélateur d'une certaine permissivité, or ce n'est pas là un message que nous devrions envoyer au monde, et encore moins aux milliers de familles prises au piège d'un conflit barbare ayant fait des milliers de morts, car il implique une diminution de la crédibilité et de l'efficacité de cet organe décisionnaire de l'ONU, en dépit des appels répétés du Secrétaire général.

Par conséquent, et pour conclure cette déclaration, nous réclamons un cessez-le-feu immédiat et la reprise d'un processus politique de négociations pacifiques. Les retombées du conflit libyen se font sentir au-delà du territoire libyen, ravageant plusieurs pays de la région. Pensons aux conséquences que ce conflit et l'afflux massif d'armes utilisées auront à court et à moyen terme dans les régions d'Afrique de l'Ouest, d'Afrique de l'Est, d'Afrique centrale et d'Afrique australe.

Par ailleurs, la détérioration récente de la situation et l'augmentation de la violence en Libye, à l'origine du nombre alarmant de victimes que M. Salamé vient de nous communiquer, démontrent une fois de plus la nécessité urgente de respecter l'embargo sur les armes imposé à la Libye. Les États doivent respecter pleinement l'embargo décrété par le Conseil de sécurité afin d'enrayer complètement l'afflux d'armes de tout type – sophistiquées, recyclées et de pointe –, que M. Salamé vient de nous décrire en détail, qui sont utilisées contre les centres civils et la population civile. C'est pourquoi nous nous félicitons de l'adoption récente de la résolution 2473 (2019), en espérant qu'elle pourra avoir cette fois-ci un effet dissuasif réel et applicable.

Nous présentons nos plus sincères condoléances au peuple libyen et aux familles de toutes les victimes de ce conflit.

**M. Matjila** (Afrique du Sud) (*parle en anglais*) : Il va sans dire que l'Afrique du Sud partage les sentiments exprimés par les représentants de la Côte d'Ivoire

et de la Guinée équatoriale concernant la situation en Libye. En outre, je voudrais saluer et remercier le Représentant spécial du Secrétaire général, M. Ghassan Salamé, pour son exposé éclairant, et je remercie également le Représentant permanent adjoint de l'Allemagne, l'Ambassadeur Schulz, pour son exposé détaillé sur les travaux menés par le Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1970 (2011) concernant la Libye.

Je voudrais tout d'abord exprimer la préoccupation de ma délégation face à la poursuite des frappes aériennes et des tirs d'artillerie aveugles dans les zones densément peuplées de Libye, qui ont entraîné des pertes humaines et aggravé la situation déjà catastrophique dans les zones touchées. Nous exhortons donc les parties à convenir d'une cessation immédiate des hostilités afin de mettre fin aux affrontements militaires.

À la suite des attentats déplorables perpétrés contre le centre de détention de migrants de Tajoura au début du mois, le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine (UA) a demandé que ces attaques fassent l'objet d'une enquête indépendante, ce que l'Afrique du Sud appuie fermement. À cet égard, nous attendons avec intérêt les résultats de l'enquête en vue de traduire en justice les auteurs de ces actes abominables.

La détérioration de la situation humanitaire demeure la principale source de préoccupation de l'Afrique du Sud. À ce sujet, nous exhortons la communauté internationale à continuer de contribuer au Plan d'aide humanitaire pour la Libye établi par l'ONU afin d'aider les personnes qui ont désespérément besoin d'une aide humanitaire.

L'Afrique du Sud est préoccupée par le fait que plus la crise dure, plus grandissent les problèmes humanitaires et de développement auxquels sont confrontés le peuple libyen et l'ensemble de la région. Il s'agit notamment de la prolifération des groupes terroristes, qui gagnent du terrain, de la contrebande et de l'utilisation illégale d'armes, des trafics et de la criminalité transnationale organisée.

Concernant le processus politique, j'exprime la gratitude de ma délégation au Représentant spécial, M. Salamé, et son plein appui aux efforts qu'il continue de déployer pour faire avancer le processus de médiation à deux volets afin de collaborer avec les parties prenantes en Libye, comme nous en avons été informés lors du précédent exposé de M. Salamé au Conseil de sécurité (voir S/PV.8530). Toutefois, nous déplorons vivement l'impasse politique sur laquelle il a insisté

dans son exposé d'aujourd'hui. L'Afrique du Sud est fermement convaincue que le règlement pacifique du conflit doit rester la priorité absolue du Conseil s'agissant des efforts qu'il déploie en Libye. Depuis près d'une décennie maintenant, nous constatons les répercussions des conflits armés et des politiques interventionnistes militaires. Le Conseil doit tirer des enseignements de cette situation. Les solutions militaires ont beau présenter des avantages à court terme, dans bien des cas, elles ne permettent pas d'instaurer la paix durable dont nous avons besoin.

Il est préoccupant de voir que les deux parties ne se sont pas mises d'accord pour reprendre le processus politique. L'Afrique du Sud est convaincue qu'il est essentiel que les deux parties parviennent à un compromis pour assurer la désescalade des tensions, afin de reprendre sans tarder le processus politique.

En outre, il sera crucial pour la Libye de convenir d'une nouvelle date pour la conférence nationale, car son report *sine die* n'inspire pas confiance dans le processus. À cet égard, nous exhortons les parties à reprendre le processus politique et à créer un environnement propice à la tenue de la conférence nationale. Nous saisissons cette occasion pour rappeler aux parties que la conférence nationale doit être dirigée par les Libyens eux-mêmes, avec l'appui de l'ONU, de l'UA, des pays voisins et de l'ensemble de la communauté internationale, ce qui, selon nous, inscrira la Libye dans une dynamique positive. Nous voudrions souligner le rôle central de l'UA, conformément au Chapitre VIII de la Charte des Nations Unies, s'agissant de collaborer étroitement avec les pays de la région pour sortir durablement de l'impasse politique en Libye. Dans ce contexte, nous nous faisons l'écho des vues exprimées par le Conseil de paix et de sécurité de l'UA à sa 857<sup>e</sup> séance, tenue ce mois-ci, selon lesquelles tous les partenaires qui participent au processus politique visant à trouver une solution durable à la crise en Libye doivent s'efforcer d'accompagner les efforts de l'UA.

S'agissant des sanctions, l'Afrique du Sud tient à réitérer sa position sur l'importance des sanctions qui s'avèrent un outil utile pour faire avancer un processus politique. Les sanctions ne sont pas une fin en soi et ne doivent pas être politisées de manière à servir des intérêts particuliers. Le renouvellement du régime de sanctions imposé à la Libye en juin dernier, par la résolution 2473 (2019), démontre que le Conseil est conscient de l'importance du régime de sanctions et de l'impact positif qu'il aura sur le processus politique en Libye.

Toutefois, nous sommes préoccupés par les rapports du Groupe d'experts faisant état de l'absence d'une application effective des sanctions visant la Libye, ce qui témoigne de l'intervention continue d'acteurs extérieurs en Libye et ne servira qu'à prolonger le conflit armé et les hostilités. Les États Membres doivent impérativement s'acquitter de leurs obligations à cet égard, en particulier ceux qui sont représentés à cette table.

De même, nous sommes particulièrement préoccupés par les violations continues de l'embargo sur les armes, qui vont à l'encontre du processus politique et alimentent aussi le conflit en Libye. Par conséquent, nous exhortons les auteurs de ces violations à cesser leurs pratiques, qui continuent de compromettre toute perspective de progrès dans le règlement du conflit.

Pour terminer, nous tenons à souligner qu'il importe que les deux parties au conflit s'engagent à respecter un cessez-le-feu et à reprendre le processus politique qui, selon nous, ouvrira la voie à la conférence nationale dirigée par les Libyens. Il est essentiel que tous les membres de la société, y compris les femmes et les jeunes, participent à ce processus pour que personne ne soit laissé de côté au moment d'appliquer les décisions collectives prises à la conférence nationale.

L'Afrique du Sud et les trois États africains membres du Conseil de sécurité suggèrent que la crise libyenne soit examinée en octobre par le Conseil de sécurité et le Conseil de paix et de sécurité de l'UA lors de la visite du Conseil de sécurité, que nous présiderons alors, à Addis-Abeba.

**M. Wu Haitao** (Chine) (*parle en chinois*) : La Chine remercie le Représentant spécial, M. Salamé, et l'Ambassadeur Schulz de leurs exposés.

La communauté internationale centre actuellement son attention sur la situation en Libye. La crise libyenne a mis en péril la stabilité et le développement du pays, notamment sur les plans politique, économique et social et dans le domaine de la sécurité. Ses retombées négatives se font sentir au Sahel, sur la côte méditerranéenne et en d'autres lieux, menaçant ainsi la sécurité et la situation humanitaire dans la région. Les affrontements militaires qui ont éclaté aux alentours de Tripoli au début du mois d'avril se poursuivent aujourd'hui, faisant de plus en plus de victimes, en particulier des civils. La communauté internationale doit intensifier ses efforts concertés en vue de régler rapidement les problèmes qui se posent.



Premièrement, toutes les parties libyennes doivent rester concentrées sur l'objectif suprême d'un règlement politique. La question libyenne doit être réglée par des moyens politiques. Les parties au conflit libyen doivent promouvoir les intérêts de leur pays et de leur peuple et répondre aux appels de la communauté internationale en cessant immédiatement les hostilités afin d'apaiser les tensions et de relancer les pourparlers de paix et les consultations.

Deuxièmement, la communauté internationale doit jouer un rôle constructif dans le règlement de la question libyenne. L'avenir de la Libye doit être décidé par son peuple. Le processus politique doit être dirigé et contrôlé par les Libyens. La communauté internationale doit respecter la souveraineté, l'indépendance et l'intégrité territoriale de la Libye. Les pays qui ont de l'influence sur le terrain doivent pousser les parties libyennes à chercher un consensus et fournir une aide constructive aux parties pour parvenir à un cessez-le-feu et relancer le dialogue politique.

Troisièmement, les divers mécanismes de médiation doivent être mieux coordonnés et complémentaires. La communauté internationale doit appuyer les bons offices du Secrétaire général Guterres et du Représentant spécial Salamé, le processus de règlement politique de la situation en Libye facilité par l'ONU et l'exécution du mandat de la Mission d'appui des Nations Unies en Libye. Dans le même temps, nous espérons que l'Union africaine, la Ligue des États arabes et les autres organisations régionales mettront à profit leurs avantages respectifs pour jouer un rôle actif. Tous les mécanismes pertinents doivent renforcer leur coordination afin de créer des synergies.

Quatrièmement, la question des sanctions doit être traitée de manière appropriée. Les sanctions doivent toujours mener au règlement politique des questions pertinentes. Dans les circonstances actuelles, l'embargo sur les armes imposé à la Libye doit être appliqué strictement. Il faut éviter que les autres sanctions aient une incidence négative sur les civils libyens ou des pays tiers. Les sanctions ne doivent pas non plus compromettre l'intérêt national de la Libye ni la vie des Libyens et la capacité à répondre à leurs besoins humanitaires. Le Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1970 (2011) concernant la Libye, son secrétariat et le Groupe d'experts doivent tous s'acquitter de leurs responsabilités dans le strict respect des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité. La Chine a toujours maintenu une position impartiale sur la question libyenne

et continuera de jouer un rôle constructif dans la promotion du règlement politique de la question libyenne.

**M. Syihab** (Indonésie) (*parle en anglais*) : L'Indonésie tient en premier lieu à remercier le Représentant spécial, Ghassan Salamé, Chef de la Mission d'appui des Nations Unies en Libye (MANUL), et l'Ambassadeur Juergen Schulz, Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1970 (2011) concernant la Libye.

Nous avons été profondément préoccupés d'apprendre ce matin de la bouche du Représentant spécial que les deux parties au conflit en Libye semblent croire qu'elles peuvent parvenir à leurs fins par la voie des armes. C'est pourquoi, comme nous l'avons souligné à maintes reprises, les membres du Conseil – à titre collectif et individuel – ne doivent épargner aucun effort pour rétablir la paix en Libye, notamment en insistant auprès des parties pour qu'elles mettent fin à leurs manœuvres militaires et en usant de leur influence pour faire pression sur les parties afin d'apaiser les tensions sur le terrain.

Il est en effet affligeant que depuis avril, et malgré la tenue de nombreuses séances du Conseil de sécurité, la situation à Tripoli reste sombre. On continue de nous signaler des violations des sanctions sur le terrain, notamment la présence de nouvelles armes qui alimentent le conflit en Libye. À cet égard, nous demandons de nouveau à tous les États, conformément à la déclaration à la presse faite par le Conseil le 5 juillet (SC/13873), de ne pas intervenir dans le conflit et de ne pas prendre de mesures qui exacerbent le conflit.

La situation en Libye reste une source de profonde préoccupation pour l'Indonésie. Nous offrons nos sincères condoléances après le récent naufrage qui s'est produit en Méditerranée centrale et qui a fait plus de 100 victimes. Nous regrettons que la situation en Libye et les capacités de sauvetage insuffisantes dans la région soient des facteurs aggravants. Nous condamnons également le récent bombardement de l'école d'Al-Alamein et de l'hôpital de campagne de Zaouiya, au sud de Tripoli. Nous appelons toutes les parties à s'abstenir d'attaquer des installations civiles et médicales. Je vais mettre l'accent sur trois points.

Premièrement, l'Indonésie appelle à la cessation immédiate des hostilités en Libye. Nous réitérons les appels persistants lancés à toutes les parties par le Conseil afin qu'elles s'engagent à instaurer un cessez-le-feu, promeuvent l'apaisement et se réorientent vers

la médiation politique facilitée par l'ONU. Nous réitérons également qu'une paix et une stabilité durables ne peuvent être rétablies en Libye que sur la base d'un règlement politique. Les solutions militaires ne donneront jamais rien. Nous saluons les efforts que déploie le Représentant spécial, M. Salamé, pour rétablir une position internationale unifiée concernant la Libye afin de mettre un terme à la crise actuelle. À cet égard, l'Indonésie appuie pleinement les trois mesures recommandées par M. Salamé tout à l'heure en vue de parvenir à une paix durable. Nous réaffirmons également notre appui continu aux activités du Représentant spécial et de la MANUL. Nous appelons tous les partenaires – l'ONU et les organisations régionales telles que l'Union africaine – à maintenir leur appui et à continuer d'œuvrer à la paix en Libye.

Deuxièmement, l'Indonésie appuie la convocation de la conférence nationale dans les plus brefs délais afin que les Libyens puissent discuter pacifiquement de l'avenir de la Libye. Même si la conférence nationale n'a pas eu lieu en avril comme prévu initialement, nous ne devons pas oublier que nous étions très près du but. Nous devons trouver un moyen de revenir au stade où la paix était presque à notre portée. Commençons par un cessez-le-feu.

Troisièmement, l'Indonésie réitère également son appel à protéger les civils et la nécessité de déclarer une pause humanitaire pour prévenir de nouvelles pertes humaines. Un rapport récent montre que 4 178 civils ont été tués et que plus de 250 000 personnes ont été déplacées par les hostilités, dont une majorité d'enfants, sans compter les personnes prises au piège en première ligne. Les services de base tels que l'approvisionnement en eau et en électricité ont été interrompus et les vivres sont en quantité insuffisante. Les conditions sont terribles et s'aggravent de jour en jour. Cela doit s'arrêter.

Nous sommes attristés par les attaques contre des installations civiles et le nombre croissant de victimes civiles dans cette crise. Il importe que toutes les parties respectent le droit international humanitaire et les droits de l'homme et ne ciblent pas les civils ou les travailleurs humanitaires. Le Conseil doit se mobiliser et faire ce qu'il est ici pour faire – sauver des vies.

**M<sup>me</sup> Nehring** (Allemagne) (*parle en anglais*) : Il est plus que temps d'envoyer un signal fort à toutes les parties pour leur intimer que les hostilités doivent cesser. C'est ce qu'ont exprimé aujourd'hui de nombreux membres du Conseil de sécurité. Il faut que cela s'arrête immédiatement. Toutes les parties et leurs partisans

internationaux doivent entendre clairement le message du Conseil : la seule solution à ce conflit est politique, pas militaire.

Le conflit en Libye a provoqué une catastrophe humanitaire. Nous condamnons fermement toutes les attaques contre des civils, des infrastructures civiles et des travailleurs humanitaires et de santé. Nous exhortons toutes les parties au conflit à respecter le droit international humanitaire pour éviter de nouvelles pertes et à protéger la vie des civils en Libye. En particulier, les personnes les plus vulnérables dans les zones touchées par le conflit ont besoin d'une protection immédiate. Des tragédies telles que celle qui s'est produite à Tadjoura doivent être évitées à tout prix.

L'Allemagne appelle à la fermeture immédiate de tous les centres de détention. Nous appelons toutes les parties à se rasseoir à la table des négociations et à s'engager à mettre en place un cessez-le-feu immédiat. Nous appuyons fermement l'appel du Représentant spécial Salamé préconisant d'instaurer un cessez-le-feu immédiat et de relancer un processus politique sans exclusive sous les auspices de l'ONU.

Nous sommes profondément préoccupés par les violations constantes du régime de sanctions. Nous encourageons vivement tous les États à prendre immédiatement les mesures nécessaires pour garantir l'application de l'embargo sur les armes. Le Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1970 (2011) concernant la Libye l'a clairement souligné dans sa lettre en date du 17 juillet, rappelant aux États Membres qu'ils ont l'obligation de faire respecter l'embargo. Nous devons nous montrer plus actifs au Conseil. C'est une question de crédibilité, une question de savoir si nous défendons le droit international et les décisions du Conseil.

Je vais conclure en disant quelques mots sur la libération de M. Moncef Kartas. Nous sommes profondément soulagés par la libération de M. Kartas, un membre du Groupe d'experts du Comité. Cependant, nous réaffirmons que la Tunisie doit honorer ses obligations en vertu de la Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies et cesser toute procédure à l'encontre de M. Kartas ou demander l'autorisation de poursuivre cette procédure conformément à la Convention.

**Le Président** (*parle en espagnol*) : Je vais maintenant faire une déclaration en ma qualité de représentant du Pérou.

Nous remercions de leurs exposés instructifs le Représentant spécial Ghassan Salamé et l'Ambassadeur Juergen Schulz, en sa qualité de Président du Comité créé par la résolution 1970 (2011) concernant la Libye. Nous renouvelons nos remerciements à la Mission d'appui des Nations Unies en Libye pour le travail qu'elle accomplit avec abnégation.

Nous voudrions commencer par rappeler la tragédie survenue au centre de détention de Tajoura au début du mois de juillet, au cours de laquelle de nombreux migrants et réfugiés ont trouvé la mort sous les bombes d'une frappe aérienne aveugle, qui a été condamnée par le Conseil. Nous regrettons qu'à la suite de cela, une autre tragédie se soit produite avec des navires transportant des migrants et des réfugiés au large des côtes libyennes. Nous exprimons notre inquiétude face à la situation humanitaire dans le pays, qui est exacerbée par les attaques contre les civils et les centres de santé, ainsi que par les nombreuses violations du droit international humanitaire.

Ce qui est inacceptable, c'est que nous nous habituons à simplement signaler la mort de civils innocents, sans prendre d'autres mesures pour en prévenir ou atténuer les causes. Nous considérons qu'il s'agit là d'un cercle vicieux affligeant de souffrances, de destructions et de catastrophes humanitaires, alimenté par les violations flagrantes de l'embargo sur les armes imposé par le Conseil, qui contribuent à perpétuer la situation de conflit, de violence et de mort et à créer un espace d'action pour les groupes terroristes.

Dans le même temps, il est impératif de promouvoir le principe de responsabilité pour les auteurs de crimes atroces qui se sont multipliés tout au long du conflit, lequel approche de son cinquième mois. La lutte contre l'impunité doit également être étendue à ceux qui continuent de fournir des armes aux parties au conflit.

Le Pérou réaffirme la nécessité d'un cessez-le-feu immédiat et inconditionnel et d'un retour à la table des négociations grâce à de nouveaux efforts de médiation qui permettront de trouver une issue pacifique dans un contexte où la solution militaire n'a aucun sens. C'est pourquoi nous soulignons la pertinence de la proposition en trois points présentée par le Représentant spécial, que nous espérons examiner plus en détail lors des consultations.

Nous exhortons à nouveau les pays pouvant influencer sur les parties à agir immédiatement et efficacement afin de rapprocher ces dernières et de surmonter

enfin toute considération stratégique ou économique, tout en assurant sans plus tarder le plein respect du droit international humanitaire et des droits de l'homme.

Je reprends à présent mes fonctions de Président du Conseil.

Je donne maintenant la parole au représentant de la Libye.

**M. Elmajerbi** (Libye) (*parle en arabe*) : D'emblée, je vous félicite, Monsieur le Président, de votre accession à la présidence du Conseil de sécurité pour ce mois et vous souhaite plein succès. Je remercie également M. Ghassan Salamé, Représentant spécial du Secrétaire général, de son exposé sur les derniers faits survenus dans mon pays. Je remercie aussi l'Ambassadeur Juergen Schulz, Président du Comité créé par la résolution 1970 (2011) concernant la Libye.

Durant la période précédant le 4 avril, nous attendions la conférence nationale sans exclusive, en laquelle les Libyens plaçaient de grands espoirs pour mettre un terme à la difficile transition dans notre pays et avancer vers des élections régulières et transparentes qui déboucheraient sur un Gouvernement démocratique respectant la démocratie et le transfert pacifique du pouvoir, protégeant les droits de l'homme et promouvant l'état de droit.

Toutefois, ces espoirs se sont dissipés avec le lancement de l'attaque contre Tripoli, qui se poursuit et dont l'objectif est de ramener le pays à un pouvoir militaire despotique. Face à cela, le Gouvernement d'entente nationale n'a eu d'autre choix que de contrer cette agression et de défendre la capitale, sa banlieue et leurs habitants. Aujourd'hui, quatre mois après le début de cette attaque, les Libyens ont perdu près de 2 000 de leurs enfants, des milliers de personnes ont été blessées et plus de 500 000 ont été déplacées. À cela s'ajoutent les dommages causés aux infrastructures, aux installations publiques, aux hôpitaux de campagne, aux ambulances et au personnel médical. Le dernier de ces incidents a été l'attaque contre l'hôpital de campagne dans l'une des banlieues de la capitale, il y a deux jours, tuant trois médecins et en blessant de nombreux autres.

Cette tragédie humanitaire a récemment été exacerbée par le bombardement aérien délibéré d'un centre de détention de migrants à Tajoura dans la nuit du 2 au 3 juillet, qui a fait des dizaines de victimes. Condamnant ce bombardement, le Gouvernement d'entente nationale a jugé qu'il s'agissait d'un crime de guerre devant faire l'objet d'une enquête et que les responsables devaient être amenés à rendre des comptes.

Il a ainsi demandé au Conseil de sécurité de mettre en place une mission d'établissement des faits pour déterminer les auteurs de ce crime, les traduire en justice et les punir. Toutefois, le Conseil n'a pas pris de mesure décisive à cette fin, ce qui pourrait entraîner d'autres tragédies similaires.

Benghazi a également été témoin d'un incident sans précédent, le 17 juillet. Une milice armée a attaqué la maison de la députée Siham Sergewa, a tiré sur son mari et l'a enlevée. Son sort est toujours inconnu, alors même qu'Haftar prétend qu'il maintient et assure la sécurité. En fait, il bâillonne la population et attaque ce qui devrait être inviolable. Cette violation flagrante des droits et libertés des femmes en particulier appelle une position ferme afin de faire pression sur les ravisseurs et de déterminer le sort de Siham Sergewa. Malheureusement, le Conseil de sécurité reste inactif face à la gravité de la situation dans mon pays. Nous nous demandons pourquoi le Conseil n'a pas adopté une position sans ambiguïté ni appelé les choses par leur nom. Pourquoi n'a-t-il pas pris de décision appelant à mettre fin à l'agression, condamnant l'attaque et demandant la cessation des ingérences néfastes de certains pays? Outre la litanie des violations déjà mentionnées, nous notons les activités de groupes terroristes dans certaines parties de la Libye qui exploitent le conflit en cours. Nous avons mis en garde à plusieurs reprises contre cette situation, qui fait le jeu des terroristes et leur permet de poursuivre leurs activités, lesquelles ne se limiteront pas à la seule Libye, mais menaceront également la paix et la sécurité internationales et régionales. Malgré les attaques contre la capitale et sa banlieue, les forces du Gouvernement d'entente nationale continuent à combattre les groupes terroristes et à traquer leurs membres. J'en veux pour preuve notre coopération stratégique avec certains pays, notamment les États-Unis d'Amérique.

Ce n'est un secret pour personne que les documents et rapports du Groupe d'experts du Comité créé par la résolution 1973 (2011) contiennent des informations et des preuves suffisantes sur les ingérences de certains pays. Hélas, cela n'a pas conduit le Conseil à adopter une position ferme en vue d'y mettre fin et de demander à ces pays des comptes sur leur comportement, qui est contraire à la Charte des Nations Unies et aux principes de la souveraineté des États et de la non-ingérence dans leurs affaires intérieures. À cet égard, nous rappelons la résolution 2419 (2018) et exhortons le Conseil à assumer ses responsabilités.

La position des pays qui soutiennent Haftar et allèguent que ses milices criminelles représentent l'Armée nationale libyenne empiète sur les droits du Gouvernement d'entente nationale, conformément aux résolutions du Conseil de sécurité, à commencer par les résolutions 2259 (2015) et 2434 (2018), qui reconnaissent que l'Armée nationale libyenne est celle qui se trouve sous le contrôle et la direction du chef suprême Serraj, et non pas les forces armées arabes libyennes, nom que Haftar donne à ses milices. Les pays qui appuient cette agression ont violé les Articles du Chapitre V de la Charte ainsi que ses fonctions et pouvoirs, notamment les Articles 24 et 25, qui disposent que les Membres de l'Organisation des Nations Unies conviennent d'accepter et d'appliquer les décisions du Conseil de sécurité.

Malgré les difficultés, le Gouvernement d'entente nationale continue de croire qu'un règlement pacifique, plutôt que militaire, du conflit est le seul moyen de préserver la stabilité et la sécurité des Libyens et de créer un État qui réponde à leurs aspirations, fondé sur la justice, la démocratie et le respect des droits de l'homme. C'est pourquoi nous sommes déterminés à nous conformer aux résolutions du Conseil de sécurité sur la Libye, et le Gouvernement a exprimé son appui constant aux efforts déployés par le Représentant spécial Salamé pour mettre en œuvre le plan de paix.

Nous avons réalisé des progrès significatifs sur cette voie, et la population commence à ressentir l'amélioration des conditions de sécurité, de ses moyens de subsistance et des services qui lui sont fournis. Nous avons toujours reconnu les problèmes de sécurité auxquels il faut faire face et qui exigent l'opérationnalisation de l'armée et de la police. Compte tenu de sa nature délicate, la situation doit être traitée de manière progressive. C'est pourquoi nous avons introduit des mesures de sécurité et tenu des consultations en coordination avec la Mission d'appui des Nations Unies en Libye (MANUL). Dans le même temps, la plupart des parties prenantes ont réagi positivement à ces mesures.

Nous avons espéré voir ces efforts s'intensifier et porter leurs fruits avec la convocation de la conférence nationale sans exclusive. Nous avons escompté que cette conférence déboucherait sur l'élaboration d'une feuille de route conduisant à la sécurité de notre pays. Mais ce qui se passe depuis le 4 avril sape ces efforts et aggrave les difficultés auxquelles notre pays est confronté.

La poursuite des efforts de paix est inéluctable. Comme l'a déclaré le Président du Conseil de



la présidence, M. Faiez Serraj, au douzième sommet extraordinaire de l'Union africaine à Niamey,

« nous sommes bien conscients qu'il n'y a pas de solution militaire au conflit en Libye et qu'il n'y a pas de gagnant dans cette guerre; le seul perdant dans cette lutte, c'est la Libye ».

En conséquence, le 16 juin, M. Serraj a annoncé à tous les Libyens une initiative qui appelle à un règlement pacifique du conflit et à la création d'un État civil, initiative visant à instaurer la stabilité politique et la coopération et à organiser avec la MANUL une réunion à laquelle des représentants de tous les secteurs de la société seraient invités à convenir d'une feuille de route et à définir les bases constitutionnelles sur lesquelles organiser des élections présidentielle et législatives avant la fin de l'année 2019.

Cette réunion serait également l'occasion d'adopter des lois sur les processus électoraux et constitutionnels et de fixer des dates pour l'atteinte de ces étapes cruciales, qui seraient transmises à la Haute Commission électorale nationale. Le résultat serait contraignant pour tous. L'Organisation des Nations Unies organiserait et superviserait ces processus et veillerait à ce que les capacités et les ressources nécessaires à leur réalisation soient disponibles.

Nous gardons de grands espoirs que la mise en œuvre de cette initiative sera approuvée au niveau régional et par la communauté internationale, avec l'appui et l'assistance du Conseil de sécurité. Mais nous craignons que l'incapacité du Conseil de mettre fin aux agissements de celles et ceux qui veulent empêcher que les

espoirs et les aspirations des Libyens se concrétisent n'envoie à certaines personnes un message qui pourrait être interprété comme un encouragement à causer de nouveaux dégâts et d'autres conflits, souffrances humanitaires et divisions politiques.

Nous sommes fermement convaincus que l'attaque perpétrée contre Tripoli n'aurait pas eu lieu si le Conseil avait pris des mesures plus fermes et plus dissuasives. Toutefois, nous continuons de croire en la capacité du Conseil de sécurité de mettre fin à la crise qui se détériore en Libye. Nous comptons sur son unité pour s'investir de manière constructive dans le règlement de la crise libyenne en toute objectivité, tout en exerçant des pressions sur toutes les parties qui ont choisi d'acquiescer des armes et de tirer des gains personnels au détriment du sacrifice que les Libyens ont fait pour ce qui est de leur fierté et de leur dignité afin d'instaurer un État démocratique.

Pour terminer, le Gouvernement d'entente nationale est prêt à coopérer avec le Conseil de sécurité sur les questions relatives à la sûreté et à la sécurité du peuple libyen. Nous demeurons déterminés à assumer nos responsabilités pour servir notre peuple et notre pays. Nous sommes prêts à poursuivre la coopération et les négociations qui nous permettront de trouver une solution pacifique à la situation dans le pays.

**Le Président** (*parle en espagnol*) : Il n'y a pas d'autres oratrices ou orateurs inscrits sur ma liste.

J'invite à présent les membres à poursuivre le débat sur la question dans le cadre de consultations.

*La séance est levée à 11 h 55.*